



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**3^{ème} Commission permanente sur le Dialogue entre les Civilisations
et les Droits de l'Homme**

Groupe d'Etude spécial sur les Migrations en Méditerranée

La Migration forcée

Rapporteur : M. Mahmoud Muhaidat (Jordanie)

*Rapport approuvé par consensus par la 3^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 26 Juin 2009 à Lisbonne*

I. Tentative de définition et causes de la Migration forcée

L'Association internationale pour l'Etude de la Migration forcée (« IASFM ») décrit la **Migration forcée** comme un terme générique qui se rapporte aux mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières (déplacées par des conflits aussi bien que par des catastrophes naturelles ou environnementales, des catastrophes chimiques ou nucléaires, la famine, ou des projets de développement). L'Université d'Oxford (RU) a établi les 3 catégories suivantes de migration forcée en fonction des causes qui mènent à la migration forcée en premier lieu :

A. Déplacement induit par des conflits

Les individus sont forcés de quitter leur foyer pour l'une (ou plusieurs) des raisons suivantes, et parce que les autorités étatiques sont incapables ou peu disposées à les protéger : conflits armés y compris la guerre civile, violence généralisée, et persécution en raison de nationalité, de race, de religion, d'opinion politique ou d'appartenance à un groupe social.

Une grande proportion de ces personnes déplacées s'échappera et passera des frontières internationales à la recherche d'un refuge. Certaines d'entre elles peuvent demander l'asile en vertu du droit international, tandis que d'autres peuvent préférer rester anonymes, peut-être craignant que l'asile ne puisse leur être accordé et de peur d'être renvoyées dans le pays duquel ils ont pris la fuite.

L'organisation internationale la plus importante ayant pour responsabilité les réfugiés est le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Selon la Convention des Nations Unies relative au Statut des Réfugiés de 1951, le HCR a l'obligation de fournir protection et assistance aux réfugiés. Cependant, un groupe de réfugiés ne relève pas du mandat du HCR. Il s'agit des

réfugiés palestiniens au Moyen-Orient qui relèvent du mandat de l'Office de Secours et de Travaux des Nations unies pour les Réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA).

B. Déplacement induit par des projets de Développement

Les individus sont forcés de se déplacer en raison de politiques et de projets mis en œuvre censés améliorer le niveau de « développement ». En font partie, les projets à grande échelle d'infrastructure tels que la construction de barrages, routes, ports, aéroports, des projets en zone urbaine, projets de déminage et de déboisement et l'introduction de parcs de conservation/ de réserves naturelles et de projets concernant la biosphère.

Les personnes affectées restent habituellement dans les frontières de leur pays d'origine. Bien que certaines soient assistées dans leur transfert de résidence, l'évidence prouve clairement que très peu de personnes sont compensées en juste proportion. Alors qu'il existe des directives sur la compensation aux populations affectées par un nombre de donateurs comme la Banque mondiale, l'accès à la compensation est généralement peu satisfaisant. Ceci tend à être la responsabilité des gouvernements, et les pressions extérieures sont souvent mal perçues.

C. Déplacement induit par des Catastrophes

Cette catégorie inclut des personnes déplacées en raison de catastrophes naturelles (inondations, éruptions volcaniques, éboulements et tremblements de terre), de changements environnementaux (déboisement, désertification, dégradation de terre, réchauffement global) et des catastrophes d'origine humaine (accidents industriels, radioactivité etc...).

Les tendances générales et les chiffres globaux sur des personnes déplacées en raison de catastrophes sont bien plus contestées et problématiques que pour les deux autres catégories. Plusieurs organismes internationaux fournissent assistance aux personnes affectées par les catastrophes, y compris la Fédération internationale de la Croix-Rouge, les Sociétés du Croissant rouge et le Programme alimentaire mondial (PAM). Beaucoup d'ONGs (internationales et locales) fournissent également de l'assistance aux personnes affectées. Malgré tout, la protection des droits de cette catégorie de personnes souffre de la non-reconnaissance de leur statut juridique.

II. Comment catégoriser les « migrants forcés » ?

Aucune catégorie prédéfinie et établie n'existe pour définir les « migrants forcées ». Ainsi, ils tombent sous les catégories juridiques existantes et identifiées en droit national et international.

A. Les Réfugiés

Le terme de « réfugié » a été utilisé de manière générale depuis des années pour décrire « une personne qui cherche refuge ». Cependant, la Convention des Nations Unies relative au Statut des Réfugiés de 1951 apporte une définition juridique. L'article 1 de la Convention définit un réfugié

toute personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements ». En signant la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967, environ 150 Etats sur les plus ou moins 200 existants se sont engagés à protéger les réfugiés et à ne pas les renvoyer dans un pays où ils peuvent être persécutés. **Les individus identifiés comme réfugiés ont plus de facilité que d'autres migrants forcés, du fait qu'ils ont un statut juridique clair et ont droit à la protection du HCR.**

B. Les Demandeurs d'Asile

Les demandeurs d'asile sont des déplacés qui ont traversé une frontière internationale à la recherche de protection au sens de la Convention relative au Statut de Réfugiés de 1951 mais dont la demande d'obtention du statut n'a pas encore abouti. Récemment les demandeurs d'asile ont été considérés comme « réfugiés économiques » ou faux « demandeurs d'asile ».

C. Personnes intérieurement déplacées (« IDP »)

La définition la plus couramment usitée pour les personnes intérieurement déplacées (IDPs) est contenue dans un rapport du Secrétaire général des Nations Unies de 1992. Il les identifie comme « personnes qui ont été forcées de fuir leurs foyers soudainement ou de manière imprévue et en grand nombre, par suite d'un conflit armé, de troubles internes, de violations systématique des Droits du Homme ou de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et qui se trouvent sur le territoire de leur propre pays ».

Parfois décrits comme « réfugiés intérieurs », ces personnes ont souvent des besoins semblables en matière de protection et d'assistance que les réfugiés mais elles ne disposent pas des mêmes droits juridiques et institutionnels que les réfugiés qui sont eux parvenus à franchir une frontière internationale. Aucun organisme n'a le mandat spécifique pour fournir de l'aide à ces IDPs en contraste des réfugiés. Bien que certains droits fondamentaux leur sont garantis en vertu du droit humanitaire international (au regard des Conventions de Genève), l'application de ces droits relève souvent de la responsabilité des autorités qui étaient responsables de leur déplacement en premier lieu, ou d'autorités qui sont incapables ou peu disposées à le faire.

D. Personnes déplacées en raison de projets de Développement

Comme mentionné plus avant, les personnes affectées en raison de politiques et de projets mis en œuvre censés améliorer le niveau de « développement » demeurent habituellement dans les frontières de leur pays d'origine. Les personnes déplacées de cette façon sont parfois désignées par le vocable de « chassés », de « déplacés involontaires » ou ayant « changé de résidence involontairement ».

E. Les déplacés environnementaux et en raisons de catastrophes

Parfois désignés comme « réfugiés environnementaux » ou « réfugiés suite à des catastrophes », la plupart de ces déplacés demeurent généralement dans les frontières de leur patrie. Cette catégorie inclut des personnes déplacées en raison de catastrophes naturelles (inondations, éruptions volcaniques, éboulements, tremblements de terre), du changement climatique (déboisement, désertification, dégradation de terre, réchauffement global) et des catastrophes d'origine humaine (accidents industriels, radioactivité). L'APM a adopté une déclaration réclamant la reconnaissance du statut « du réfugié environnemental » en droit international à sa session IVème Session plénière en novembre 2008 (en Principauté de Monaco).

F. La « contrebande » de personnes

Les migrants passés en contrebande sont déplacés illégalement pour le profit. Ils sont associés, quoique disproportionnellement, à une transaction commerciale. Cette pratique n'est pas sans risque d'exploitation et de danger. Ces individus peuvent courir le risque réel de trafic (voir ci-dessous). Et même si ce n'est pas le cas, leur sûreté et bien-être personnel, lors de leur voyage et à l'arrivée, ne sont pas nécessairement le souci premier des contrebandiers. Les migrants passés en contrebande peuvent inclure ceux qui ont été déplacés de force aussi bien que ceux qui ont quitté leur patrie à la recherche de meilleures opportunités économiques et sociales. Les motivations sont souvent variées. Comme les frontières des pays destinataires ont été renforcées pour éviter un influx des demandeurs d'asile, les différentes catégories de migrants ont de plus en plus recours au service de contrebandiers.

G. L'exploitation de personnes

Il s'agit d'individus qui sont déplacés car ils furent mal informés intentionnellement ou par coercition à fins d'exploitation. Le bénéfice provient non pas du déplacement de ces personnes mais du commerce de leurs services sexuels ou en raison de leur type d'emploi dans le pays de destination. La personne trafiquée peut être physiquement empêchée de partir, ou liée par une dette ou la menace de violence à leur rencontre à l'encontre de membres de sa famille restés dans le pays d'origine. Comme pour la contrebande, la nature clandestine de l'activité rend extrêmement difficile l'obtention de figures chiffrées sur le nombre de personnes victimes de trafic.

III. Suggestions de domaines d'étude et d'actions pour l'APM pour l'avenir:

- Établir une image claire de la migration forcée dans la région méditerranéenne (pour les pays d'origine/ de transit, d'accueil) ;
- Obtenir une bonne compréhension des raisons menant à la migration forcée (conflit, développement économique, catastrophes, causes environnementales etc...) ;

- « Les migrants forcées » sont-ils déracinés temporairement ou pendant une période indéfinie ? Pourquoi ? ;
- Sensibiliser au niveau régional sur la situation des migrants forcées ;
- Contribuer à un accord sur une définition internationale commune de la définition de réfugiés environnemental et celle de personnes déplacées ;
- Réfléchir et débattre de l'utilité de créer un instrument juridique spécifique sur les réfugiés environnementaux (nouvelle convention) dans le cadre des Nations Unies ou de modifier la Convention relative au Statut de Réfugié de 1951 existante;
- Échanger les bonnes pratiques au sein des pays de l'APM qui sont également des pays d'accueil sur les politiques publiques envers « les migrants forcés » ;
- Collaborer et partager l'information avec d'autres parlements régionaux et avec des organismes internationaux impliqués dans la migration forcée ; Agir en tant que plateforme pour partager l'information et échanger les bonnes pratiques sur la question dans les pays membres de l'APM ;
- Programmer un Groupe d'Etude en 2010 avec des représentants de communautés de « migrants forcés » et des représentants des gouvernements des pays d'accueil de la région de APM et inviter la société civile afin qu'elle puisse contribuer au débats de ce groupe.